

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
78, rue de Varenne - 75349 PARIS 07 SP

DIRECTION DES POLITIQUES ECONOMIQUE
ET INTERNATIONALE
Service de la Production et des Marchés
3, rue Barbet de Jouy 75007 PARIS
Bureau des Bovins et Ovins
Téléphone : 01.49.55.50.19 et 46.15
Télécopie : 01.49.55.80.26
Mission de gestion des aides
Téléphone : 01.49.55.53.81 et 80.77
Télécopie : 01.49.55.80.36

CIRCULAIRE
DPEI/SPM/C2000-4015
DU : 7 MARS 2000
CLASSEMENT :

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

A

MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS

**OBJET : MODIFICATIONS INTRODUITES EN 2000 RESULTANT DE
L'APPLICATION DE L'OCM VIANDE BOVINE REFORMEE (CAS DES DOM)**
DATE DE MISE EN APPLICATION : Janvier 2000

Résumé : Cette circulaire expose l'ensemble des modifications réglementaires introduites, dans le secteur bovin, par la réforme de l'agenda 2000 et applicables aux Départements d'Outre-Mer. Elle précise également, pour communication officielle dans les départements, les choix opérés par la France concernant les mesures dont l'application ménageait une marge de manœuvre aux Etats membres.

POUR EXECUTION :

- Mesdames et Messieurs les Préfets de département (DOM)
- Mesdames et Messieurs les Directeurs de l'Agriculture et de la Forêt (DOM)
- Monsieur le Directeur de l'OFIVAL

POUR INFORMATION :

- Administration Centrale
- IGA - MISECAC (25 ex)
- D.P.E.I./M.G.A (20 ex.)
- ODEADOM (25 ex)
- ACOFA
- CERIT (Toulouse)
- Secrétariat d'Etat à l'Outre-Mer (20 ex)
- réserve : 50 ex
- Monsieur le Directeur de l'ONILAIT

II. NOUVELLES MESURES APPLICABLES AU 1ER JANVIER 2000 3

II. 1 PRIME AU MAINTIEN DU TROUPEAU DE VACHES ALLAITANTES	3
1) Montant de la prime de base	3
2) Complément national à la PMTVA	3
3) Eligibilité des génisses à la PMTVA	4
4) Plafond des 120 000 kg de lait pour l'éligibilité à la PMTVA	4
5) Plafond régional de droits PMTVA dans les DOM	4
II. 2 PRIME SPECIALE AUX BOVINS MALES	5
1) Montant de la prime de base	5
2) Age d'éligibilité à la prime	5
3) Plafond de 90 têtes	5
4) Plafond national	5
II. 3 DISPOSITIONS COMMUNES A LA PMTVA ET A LA PSBM	5
1) Complément extensif	5
2) Dates de paiement	8
II. 4 PRIME A L'ABATTAGE	8
1) Eligibilité et organisation	8
2) Montant de la prime	9
3) Plafonds nationaux	10
4) Dates de paiement	10
II. 5 UTILISATION DE L'ENVELOPPE DITE « DE FLEXIBILITE »	10
II. 6 AUTRES MODIFICATIONS, POUR INFORMATION	11
1) Prime à l'abattage des jeunes veaux (dite prime Hérode)	11
2) Prix d'intervention	11

I BASES REGLEMENTAIRES

- Règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune de marchés dans le secteur de la viande bovine.
- Règlement (CE) n° 2342/1999 de la Commission du 28 octobre 1999 établissant modalités d'application du règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil.

II NOUVELLES MESURES APPLICABLES AU 1ER JANVIER 2000

Le règlement de la nouvelle OCM viande bovine a modifié certains aspects des dispositifs de soutien en vigueur actuellement, en même temps qu'il en a instauré de nouveaux.

En outre, le règlement d'application a prévu de décliner en plusieurs options l'application d'un certain nombre de mesures, afin de laisser aux Etats membres une certaine marge de manœuvre. L'ensemble des choix français est présenté dans cette circulaire.

Chaque point sera naturellement repris dans la circulaire à laquelle il se rapporte (PMTVA, PSBM, etc.).

I. 1 PRIME AU MAINTIEN DU TROPEAU DE VACHES ALLAITANTES

1) Montant de la prime de base

En 2000, il sera de 163 euros, soit 1069,21 francs.

En 2001, il sera de 182 euros, soit 1193,84 francs.

A partir de 2002, il atteindra finalement 200 euros, soit 1311,91 francs.

2) Complément National à la

Le complément national à la PMTVA sera porté, en trois étapes, aux 50 euros maximum prévus par la réglementation.

Ainsi en 2000, les montants du complément national seront les suivants (les montants indiqués pour 2001 et 2002 sont susceptibles d'être quelque peu modifiés, notamment concernant les vaches au delà des 40 premières) :

		2000	2001	2002
<i>Métropole</i>	40 premières vaches	37	43	50
	suivantes	12,85	19,7	25,85
<i>Corse et Hainaut</i>	40 premières vaches	37	43	50
	suivantes	24,15*	24,15*	25,85*
<i>DOM</i>	40 premières vaches	37	43	50
	suivantes	24,15*	24,15*	25,85*

(*) : 24.15 euros financés sur fonds communautaires

3) Eligibilité des génisses à la PMTVA

La définition de la génisse est donnée par le règlement : c'est un animal femelle, d'au moins 8 mois, n'ayant jamais vêlé.

Ces génisses sont éligibles à la PMTVA dans la limite maximale de 20% de l'effectif déclaré dans la demande de prime.

Il y aura possibilité de remplacer une vache ou une génisse déclarée par une autre vache ou génisse (en particulier, une génisse peut venir remplacer une vache déclarée et vice versa). Le caractère « plein » de la génisse de remplacement n'est donc plus un critère à prendre en compte.

La seule condition nouvelle qu'il conviendra de vérifier est la suivante. Si les vaches déclarées sont remplacées par des génisses, il faut s'assurer qu'à aucun moment de la période de détention (c'est à dire chaque jour des six mois) on ne dépasse la limite de 20% de génisses dans l'effectif total déclaré limité par le nombre de droits.

4) Plafond des 120 000 kg de lait pour l'éligibilité à la PMTVA

Il est supprimé. Pour autant, bien entendu, les races éligibles à la PMTVA sont inchangées.

Cependant, l'information « référence laitière du producteur » sera toujours demandée dans les formulaires de demande de prime, aux fins du calcul du nombre de vaches laitières théoriques, pour la détermination du nombre de vaches primables au titre de la PMTVA dans les élevages mixtes. Il est à noter que le rendement théorique est passé à **5 550 kg/vache/an**.

La référence laitière sera prise comme étant égale à la référence du producteur au 31 mars.

ATTENTION : cette disposition n'est valable qu'à compter de la campagne 2000. Elle ne remet pas en cause les règles applicables aux campagnes précédentes. En particulier, il est rappelé que les producteurs ayant fait une demande de PMTVA en 1999 se sont, à cette occasion, engagés à ne pas augmenter leur référence laitière durant 12 mois à compter de la date de dépôt de leur demande de prime.

5) Plafond régional de droits PMTVA dans les DOM

Ce plafond est toujours de 35 000 vaches allaitantes (ou génisses). Au delà de 35 000 primes demandées, un stabilisateur s'appliquera comme pour la PSBM.

Compte tenu de l'augmentation éventuelle des demandes provenant d'élevages laitiers, je vous invite à examiner avec attention le nombre de primes demandées pour la campagne 2000 et à transmettre au Bureau des Bovins et Ovins avant le 31 mars 2001.

I. 2 PRIME SPECIALE AUX BOVINS MALES

1) Montant de la prime de base

En 2000, le montant de la PSBM sera de 160 euros pour les taurillons, soit 1049,53 francs, et de 122 euros, soit 800,27 francs, pour chaque tranche octroyée aux bœufs.

En 2001, ces montants s'élèveront à 185 euros pour les taurillons et à 136 euros pour les bœufs, soit 1213,52 francs pour les taurillons et 892,10 francs pour les bœufs.

A partir de 2002, ces montants passeront finalement à 210 euros, soit 1377,51 francs pour les taurillons et à 150 euros, soit 983,94 francs pour les bœufs.

2) Age d'éligibilité à la prime

L'ensemble des âges d'éligibilité est diminué d'un mois. En outre, l'âge maximal pour l'octroi de la prime aux animaux entiers disparaît.

Au final, les catégories suivantes seront éligibles :

Animaux entiers : une seule tranche, à au moins 7 mois à la date de début de la période de détention de deux mois.

Animaux castrés :

- 1^{ère} tranche : au moins 7 mois et moins de 19 mois
- 2^{ème} tranche : au moins 20 mois.

En conséquence, il subsiste toujours un mois (entre le 19^{ème} et le 20^{ème}) pendant lequel les animaux castrés ne sont pas primables.

3) Plafond de 90 têtes

Il est maintenu.

4) Plafond national

Le plafond DOM reste fixé à 10 000 PSBM.

Le cas échéant, le stabilisateur sera appliqué sur toutes les primes demandées.

I. 3 DISPOSITIONS COMMUNES A LA PMTVA ET A LA PSBM

1) Complément extensif

La demande de complément extensif sera faite à l'occasion du dépôt de la déclaration de surfaces.

La France fait le choix du **système de double seuil d'éligibilité progressif**, soit :

En 2000 et 2001 :

- **33 euros** (216,47 francs) si le chargement est supérieur ou égal à 1,6 UGB /ha et inférieur à 2 UGB/ ha ;
- **66 euros** (432,93 francs) si le chargement est inférieur à 1,6 UGB/ ha.

A compter de 2002 :

- **40 euros** (262,38 francs) si le chargement est supérieur ou égal à 1,4 UGB /ha et inférieur à 1,8 UGB/ ha ;
- **80 euros** (524,77 francs) si le chargement est inférieur à 1,4 UGB/ ha.

Ces montants viennent en complément de la PMTVA et de la PSBM, mais pas de la prime à l'abatage.

Par ailleurs, le mode de calcul a été révisé, tant pour les UGB que pour les surfaces prises en compte (voir ci-dessous). En conséquence, **les nouveaux seuils, même s'ils peuvent paraître moins contraignants, représentent en réalité des niveaux de chargement quelque peu inférieurs à leurs équivalents actuels.**

❶ Premièrement, le **nombre d'UGB** pris en compte pour le calcul du chargement plafonnant l'éligibilité au complément extensif sera calculé en additionnant les UGB relatives aux ovins et caprins déclarés à la PCO et celles relatives à tous les bovins présents sur l'exploitation au cours de la campagne (qu'ils soient, ou non, déclarés à la PSBM ou à la PMTVA).

Pour les bovins, le nombre d'UGB annuel retenu sera la **vraie moyenne du nombre d'UGB sur toute l'année**, selon la méthode dite du « prorata temporis », c'est à dire, prenant en compte le temps (en jours) passé par chaque animal sur l'exploitation du demandeur pondéré par son équivalent UGB en fonction de son âge.

Seront pris en compte pour le calcul ci-dessus **tous les bovins présents** sur l'exploitation dans l'année civile de la campagne considérée, à raison du nombre de jours qu'ils y auront passé dans chaque tranche d'âge déterminant les équivalents UGB, que les animaux soient primés ou non.

Il n'est donc plus question de calculer un nombre théorique de vaches laitières pour ce dénombrement des UGB : les vaches laitières présentes sur l'exploitation pèseront dans le chargement avec la même règle de calcul que pour tous les autres bovins de l'exploitation (en fonction du temps passé dans chaque catégorie d'âge).

Pour les **ovins et/ou caprins**, seul comptera le nombre de PCO demandées (comme aujourd'hui).

Les coefficients de conversion en UGB pour ce calcul sont :

- 1 mâle ou 1 génisse de plus de 24 mois ou une vache, laitière ou allaitante : 1 UGB
- 1 génisse ou 1 mâle de 6 à 24 mois : 0,6 UGB
- 1 PCO : 0,15 UGB.
- 1 bovin de moins de 6 mois : 0 UGB.

Exemples :

- une vache laitière restée l'année entière sur l'exploitation = 366 jours x 1 UGB/j = 366 UGB/j (=1 UGB/an) ;
- une vache entrée au 1^{er} mars sur l'exploitation et l'ayant quittée au 23 mai = 83 jours x 1 UGB/j = 83 UGB/j (= 0,2268 UGB/an) ;
- un bovin mâle né le 3 mars 2000 sur l'exploitation et vendu comme brouillard le 17 octobre 2000 = (6 mois x 0 UGB/j + 43 jours x 0,6 UGB/j) = 25,8 UGB/j (= 0,0704 UGB/an) ;
- un taurillon né le 3 mars 1999 sur une autre exploitation, acheté par l'engraisneur le 17 octobre 1999 et sorti de son exploitation pour abattage le 29 septembre 2000 = 272 jours x 0,6 UGB/j = 163,2 UGB/j (= 0,4459 UGB/an) ;
- une génisse née le 10 novembre 1998 sur l'exploitation, gardée pour le renouvellement du troupeau (au moins jusqu'au 31 décembre 2000) = (315 jours x 0,6 UGB/j + 51 jours x 1 UGB/j) = 240 UGB/j (= 0,6557 UGB/an).

Par convention, la date d'entrée compte pour un jour de présence, tandis que la date de sortie n'est pas comptée (elle comptera, le cas échéant, dans le chargement de l'acheteur).

Afin de déterminer la moyenne des UGB sur l'année, la division par 365 (ou 366) se fera en toute fin de calcul, de façon à éviter les approximations à chaque ligne de calcul intermédiaire.

L'éleveur effectuera sa déclaration d'UGB en début d'année suivante, avec, si l'état de la Base de Données Nationale de l'Identification le permet, une certaine assistance (sous forme de liste pré-imprimée des animaux avec calcul du nombre d'UGB correspondant) dans ce processus.

② Deuxièmement, les **surfaces éligibles** sont restreintes à celles qui ne peuvent pas prétendre aux aides SCOP soit, au final, les **surfaces en herbe et en plantes sarclées fourragères** (betterave fourragère, chou fourrager). En conséquence, sont maintenant exclues de la surface fourragère les cultures de maïs ensilage et les céréales d'autoconsommation, même si elles ne font pas l'objet d'une demande d'aide SCOP. Ne seront pas non plus éligibles les surfaces à double utilisation céréales/prairies, puisque l'éleveur a la possibilité de les faire primer en SCOP.

La surface fourragère éligible sera plafonnée au double de la surface en pâturages déclarée. On entend par pâturage, une prairie reconnue comme étant utilisée pour le pâturage des bovins et/ou des ovins, ce qui n'exclut toutefois pas une utilisation mixte des terres au cours de la même année (à la fois pâturage et foin ou herbe d'ensilage).

Enfin, la règle suivante sera instituée afin de vérifier que les producteurs ne créeront pas artificiellement, au moyen de taux de chargement anormalement bas sur une partie de l'année, les conditions requises au paiement du complément extensif : ne sera pas éligible au complément extensif l'exploitant dont la moyenne mensuelle de trois mois consécutifs sur la même année civile serait supérieure à deux fois le seuil maximal d'éligibilité à ce complément (en 2000 et 2001 : 4 UGB/ha ; en 2002 : 3,6 UGB/ha).

Par exemple, en 2000, un exploitant avec un facteur de densité annuel de 1,5 UGB/ha et un facteur de densité mensuel de respectivement 4,1, 4,2 et 4,1 UGB/ha (donc supérieurs à 4 UGB/ha) pendant les mois de mars, avril et mai, ne serait pas éligible au complément extensif.

2) Dates de paiement

Réglementairement, le paiement d'une avance est maintenant possible à partir du 16 octobre pour toutes les primes animales. La règle de la fin de la période de détention pour paiement doit cependant toujours être respectée. Le calendrier de versement vous sera communiqué dans le courant de l'année.

I. 4 PRIME A L'ABATTAGE

1) Éligibilité et organisation

La prime à l'abattage sera octroyée à tout éleveur pour chaque **gros bovin** (animal d'au moins 8 mois, laitier ou allaitant), abattu dans l'Union ou exporté sur pays tiers à partir du 1^{er} janvier 2000, qu'il aurait maintenu sur son exploitation pendant une période d'au moins deux mois se terminant moins d'un mois avant son abattage ou exportation. Cette dernière règle a pour but de s'assurer que l'on est bien en présence du dernier détenteur éligible (aucune autre détention de deux mois n'est possible avant abattage).

Exemples :

- animal abattu le 4 février 2000, maintenu sur l'exploitation de monsieur X entre le 8 novembre 1999 et le 10 janvier 2000 : l'animal est éligible, monsieur X perçoit la prime.
- animal exporté le 24 février 2000, maintenu sur l'exploitation de monsieur X entre le 8 novembre 1999 et le 10 janvier 2000 : l'animal est inéligible (aucun éleveur ne peut percevoir la prime, puisqu'entre la dernière détention connue et l'exportation, il s'est écoulé plus d'un mois, mais moins de deux mois)
- animal abattu le 1^{er} février 2000, maintenu sur l'exploitation de monsieur X entre le 8 novembre 1999 et le 3 janvier 2000 : l'animal est inéligible (aucun éleveur ne peut percevoir la prime puisque le seul qui aurait pu la percevoir, compte tenu du délai de un mois maximum avant abattage, n'a pas maintenu l'animal au moins deux mois)
- animal exporté le 21 mai, maintenu sur l'exploitation de monsieur X entre le 1^{er} janvier et le 3 mars puis sur l'exploitation de monsieur Y entre le 4 mars et le 10 mai : l'animal est éligible, mais seul monsieur Y peut prétendre à la prime.

Une prime à l'abattage sera également octroyée à l'éleveur (c'est une prime au détenteur de l'animal et non à l'intégrateur), pour tout **veau** d'au moins un mois et de moins de sept mois, maintenu sur son exploitation pendant au moins deux mois, moins d'un mois avant abattage ou exportation sur pays tiers, et dont le poids carcasse est inférieur à 160 kg (contrainte remplacée par 290 kg vif si exportation). Cependant, pour les veaux de moins de trois mois, la période de détention est réduite à un mois.

Dans tous les cas, la **demande de prime** doit être déposée dans les 6 mois après abattage ou exportation, ce jusqu'à la fin du mois de février de l'année suivante. Exemple : un animal exporté le 1^{er} janvier 2000 pourra être déclaré à la prime jusqu'au 30 juin 2000, mais un animal exporté le 20 novembre 2000 aura seulement jusqu'au 28 février 2000 pour être déclaré.

La période de dépôt des demandes de primes pour les animaux ayant été abattus ou exportés sur l'année civile (du 1^{er} janvier au 31 décembre) s'étend donc du 1^{er} janvier de l'année civile concernée au 28 février (sauf années bissextiles) de l'année suivante.

Le nombre de demandes sera limité à 4 par année civile d'abattage (ou d'exportation). Chaque demande devra porter sur, au moins, deux animaux.

Cette demande de prime consistera en un formulaire spécifique de demande, auquel les éleveurs devront joindre les preuves d'abattage ou d'exportation vers un pays tiers (constituées notamment par les tickets de pesée en cas d'abattage) des animaux pour lesquels une prime est demandée.

Les preuves d'abattage devront être établies conformément à l'accord interprofessionnel qui régit la présentation de ces documents.

Devront y figurer: le nom ou code identifiant de l'abattoir, la date d'abattage, le numéro d'abattage, la mention de saisie (totale ou partielle), le n° d'identification (IPG) et **le poids carcasse de l'animal (obligatoire pour les veaux seulement)**.

La filière, à travers ses circuits commerciaux, devra se charger du rapatriement des preuves d'abattage de l'abattoir jusqu'au dernier détenteur des animaux.

Il conviendra d'insister particulièrement sur ce dernier point lors des séances d'information « prime à l'abattage » que vous animerez dans votre département.

En ce qui concerne l'exportation sur pays tiers des animaux vifs, les modalités de présentation des justificatifs continuent de faire l'objet d'une réflexion.

2) Montant de la prime

En 2000, le montant de la prime est de :

- 27 euros pour les gros bovins, soit 177,11 francs
- 17 euros pour les veaux, soit 111,51 francs

En 2001, il passe à :

- 53 euros pour les gros bovins, soit 347,66 francs
- 33 euros pour les veaux, soit 216,47 francs

A partir de 2002, il sera finalement de :

- 80 euros pour les gros bovins, soit 524,77 Francs
- 50 euros pour les veaux, soit 327,98 Francs

-
C'est la date d'abattage de l'animal, et non la date de dépôt de la demande, qui détermine l'année de campagne et, donc, le montant de la prime à verser pour cet animal.

3) Plafonds nationaux

Si le nombre de primes « gros bovins » demandées au titre d'une année civile dépasse 4.041.075, un stabilisateur sera appliqué (de la même manière que pour la PSBM).

Si le nombre de primes « veaux » demandées au titre d'une année civile dépasse 2.045.731, un stabilisateur sera appliqué (de la même manière que pour la PSBM).

En dehors de ces plafonds nationaux, aucun plafond particulier ne sera appliqué par exploitation.

4) Dates de paiement

Le mécanisme sera vraisemblablement le même que pour la PSBM : versement d'une avance de 60% à partir du 16 octobre, versement d'un solde au premier trimestre de l'année suivante, après calcul du stabilisateur.

I. 5 UTILISATION DE L'ENVELOPPE DITE « DE FLEXIBILITE »

En 2000, l'enveloppe de flexibilité s'élève à 31,1 Meuros (204 MF) pour la France. Elle passera à 62,3 Meuros (409 MF) en 2001, puis, finalement, à 93,4 Meuros (612 MF) à partir de 2002.

Cette enveloppe sera utilisée, dans les DOM, pour un **complément de prime à l'abattage pour toute femelle abattue** (d'au moins 8 mois).

Ce complément entre en vigueur, tant en métropole que dans les DOM, à partir du 1^{er} janvier 2000 pour un montant de l'ordre de 40 F/tête, dans la perspective d'une prime d'environ 120 F/tête à l'issue de la montée en puissance de la réforme. Le montant de l'enveloppe étant limité, les montants individuels par prime ne pourront être déterminés avec précision qu'en ayant connaissance du nombre total d'animaux éligibles par catégorie au titre de la campagne 2000, soit en début d'année 2001.

Concrètement, les implications de ce complément en termes de gestion en DAF sont relativement limitées. S'agissant d'un complément de prime à l'abattage, le montant de la prime sera, en fait, automatiquement ajusté en fonction du sexe de l'animal abattu, déclaré par l'éleveur et objet des contrôles terrains et contrôles administratifs habituels.

La déclaration des informations nécessaires à la détermination de l'éligibilité au complément de prime est prévue dans les champs du formulaire de demande de prime à l'abattage. Il n'y aura donc pas de formulaire spécifique au complément « flexibilité ».

Cependant, vous noterez que ce formulaire comprend également une colonne « génisses ». Cette colonne est prévue aux fins d'octroi du complément de prime à l'abattage spécifique aux génisses qui sera versé en métropole à partir de l'enveloppe de flexibilité. Il a, en effet, été décidé que ce complément ne serait pas octroyé aux éleveurs des DOM, afin de ne pas annihiler les efforts de maintien des génisses de renouvellement dans ces régions. En conséquence, il n'y a aucune obligation, pour les éleveurs, de renseigner cette colonne et aucun contrôle particulier y afférent.

Par ailleurs, sont envisagés pour les prochaines campagnes :

- un **complément de PMTVA pour les mères des veaux élevés au pis** (veaux sous la mère, veaux de l'Aveyron et du Ségala), à partir de 2001, pour un montant estimatif global de 80 MF ;
- en fonction de l'impact de l'utilisation de cette enveloppe de flexibilité sur l'orientation de nos productions et de l'évolution des marchés, la mise en place éventuelle d'un **soutien spécifique aux signes de qualité**.

L'utilisation de l'enveloppe de flexibilité est, en effet, révisable chaque année par les Etats membres.

I. 6 AUTRES MODIFICATIONS, POUR INFORMATION

1) Prime à l'abattage des jeunes veaux (dite prime Hérode)

Le mécanisme de la prime Hérode a disparu de l'OCM à compter du 31/12/99. N'est prévue, à partir de 2000, que la possibilité pour les Etats membres de mettre en place une prime à la transformation des veaux, sur fonds nationaux, si la situation du marché l'exigeait.

La France n'envisagera le recours à cette mesure qu'en cas de crise (ou prévision de crise) grave et en concertation avec les autres Etats membres.

Pour 2000, le recours à cette mesure n'est pas envisagé.

2) Prix d'intervention

Il est prévu que la réforme induise une baisse du prix du marché européen de la viande bovine de 20% par rapport au niveau actuel.

Cette baisse de prix passe par une diminution, en trois ans, du prix d'intervention, qui constitue le point de repère pour la mise en place, à la discrétion de la Commission, d'une procédure d'intervention sur les marchés européens.

Pour la campagne 2000, le **prix d'intervention** passera ainsi, à partir du 1^{er} juillet (et jusqu'au 30 juin 2001), à **3242 euros/tec**.

A partir de 2000, "**le filet de sécurité**" est fixé à **1560 euros/tec** : il détermine le niveau de prix en deçà duquel toutes les offres à l'intervention doivent être acceptées par la Commission. Il ne variera plus.

A partir du 1^{er} juillet 2002, le prix d'intervention est supprimé. Est instauré, en substitution, un niveau de prix (– 2224 euros/tec) - permettant de mettre en place les opérations de stockage privé.

La disparition du prix d'intervention jette le doute sur le niveau exact de la baisse de prix à laquelle on assistera à partir de 2002. Cependant, la France a obtenu de la Commission qu'elle puisse instaurer un véritable outil d'intervention, si la situation de marché l'exigeait, sans attendre que la baisse de prix aille jusqu'à atteindre le niveau du filet de sécurité.

* *
*

L'ensemble de ces éléments vous permet d'informer les organisations professionnelles de votre département.

Vous voudrez bien me tenir informé des difficultés que vous pourrez rencontrer dans l'application de cette circulaire.

L'Adjoint au Directeur
Chef du Service de la Production
et des Marchés
Pierre-Eric ROSENBERG